

## JUGEMENT CORRECTIONNEL SUR OPPOSITION

A l'audience publique du Tribunal Correctionnel d'Évry-Courcouronnes  
OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ,

composé de Madame DE CHAUVERON Bérénice, juge, présidente du tribunal  
correctionnel désignée comme juge unique conformément aux dispositions de l'article  
398 alinéa 3 du code de procédure pénale.

Assisté de Madame MOYART Axelle, greffière,

en présence de Monsieur Damien GENARD, substitut,

a été appelée l'affaire

ENTRE :

Monsieur le PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, près ce tribunal, demandeur et  
poursuivant

ET

Inqué et opposant

comparant assisté de Maître JOSSEAUME Rémy avocat au barreau de Paris

Prévenu des chefs de :

REFUS, PAR LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE, D'OBTEMPERER A UNE  
SOMMATION DE S'ARRETER faits commis le 10 octobre 2023 à 13h07 à  
MORIGNY CHAMPIGNY  
CONDUITE D'UN VEHICULE AVEC UN PERMIS DE CONDUIRE D'UNE  
CATEGORIE N'AUTORISANT PAS SA CONDUITE faits commis le 10 octobre 2023  
à 13h07 à MORIGNY CHAMPIGNY  
EXCES DE VITESSE INFERIEUR A 20 KM/H PAR CONDUCTEUR DE  
VEHICULE A MOTEUR - VITESSE MAXIMALE AUTORISEE INFERIEURE OU

### Sur la culpabilité

Le 10 octobre 2023, la police municipale de Morigny-Champigny mesurait la vitesse  
d'une motocyclette immatriculée [REDACTED] circulant à 45 km/h sur une route limitée  
à 30 km/h. Cherchant à contrôler le conducteur, les policiers faisaient les gestes régle-  
mentaires, mais le conducteur leur faisait « non » en souriant de la main et continuait sa  
route.

L'enquête établissait que la motocyclette appartenait à [REDACTED] qui indiquait  
aux enquêteurs l'avoir vendue à [REDACTED], qui lui-même expliquait l'avoir lais-  
sée dans le garage d'un de ses amis, [REDACTED]

Il ressortait par ailleurs du fichier national des permis de conduire que [REDACTED]  
n'était pas titulaire du permis moto.

Entendu par les enquêteurs, [REDACTED] indiquait de manière contradictoire  
d'une part : « *Ce n'est pas moi qui conduisais* », et d'autre part : « *notez que je recon-  
nais tout j'assume tout, c'est plus simple* ». A l'audience, le prévenu contestait les faits,  
maintenant qu'il n'avait pas conduit la moto.

En l'espèce, [REDACTED] n'a pas été interpellé au moment des faits. S'il a admis  
être chargé de la vente de la moto, il n'y a pas d'éléments au dossier permettant de  
suffisamment démontrer qu'il en était le conducteur au moment des faits et de lui im-  
puter les trois infractions de manière certaine.

En outre, s'agissant de l'excès de vitesse reproché, l'article R413-3 du code de la route  
dispose qu'« *en agglomération, la vitesse est limitée à 50 km/h* ». Aucun arrêté munici-  
pal limitant cette vitesse à 30 km/h sur la période des faits n'est produit.

En conséquence [REDACTED] sera relaxé des trois chefs de prévention.